

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 20 - 23 mai 2002

QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Point 5 de l'ordre du
jour

Pour approbation



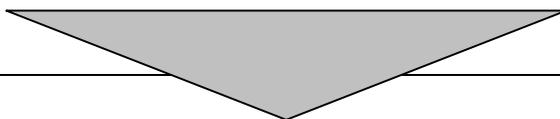
Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2002/5-B
26 mars 2002
ORIGINAL: ANGLAIS

L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN MILIEU URBAIN: STRATÉGIES POUR LE PAM

Aide alimentaire au secteur urbain

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

Note au Conseil d'administration



Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Chef du Service des politiques (SP): M. A. Jury tel.: 066513-2601

Administrateur responsable des politiques, SPP: Mme R. Jackson tel.: 066513-2562

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



Résumé

L'urbanisation représente peut-être le phénomène démographique le plus important de ces dernières décennies. La population urbaine des pays en développement a quintuplé en l'espace de 30 ans. À l'heure actuelle, plus de 40 pour cent des populations des pays à faible et moyen revenus vivent en zone urbaine. Plus de la moitié de la population d'Afrique et d'Asie sera urbanisée d'ici à 2020. C'est déjà le cas de plus des trois quarts de la population d'Amérique latine. La croissance des agglomérations urbaines s'accompagne d'une augmentation de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

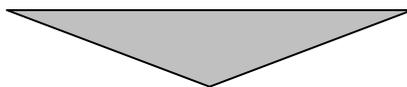
Pour aborder de manière appropriée le problème de l'insécurité alimentaire en secteur urbain, le PAM et ses partenaires doivent examiner nombre des facteurs qui influent sur la sécurité alimentaire et sur la sécurité des moyens de subsistance des populations pauvres. Il s'agit notamment des facteurs suivants: dépendance accrue à l'égard de revenus en espèces parallèlement à une moindre dépendance vis-à-vis de l'agriculture et des ressources naturelles; modicité des salaires et insécurité de l'emploi; grand nombre de femmes travaillent à l'extérieur; obstacles d'ordre juridique, notamment insécurité des droits sur la terre et sur le logement; accès insuffisant à de l'eau saine et aux services d'assainissement et de santé; et insuffisance fréquente des réseaux sociaux de part et d'autre des délimitations géographiques des communautés. Il arrive que le gouvernement ne mette pas de programme de protection sociale à la disposition des pauvres qui vivent dans des bidonvilles illégaux parce qu'il ne veut pas ou ne peut pas assurer des services aux populations en situation irrégulière.

Sachant que les pauvres ne sortiront de la pauvreté que s'ils ont accès à un emploi sûr, les programmes alimentaires ciblés vers les secteurs urbains continueront de constituer un filet de sécurité indispensable en cas notamment de chute dramatique de l'activité économique. C'est dans ces cas que les enseignements tirés des programmes en cours seront d'un immense secours pour les responsables de la planification des programmes. Ils portent notamment sur les points suivants: nécessité d'un bon diagnostic pour comprendre la vulnérabilité dans le contexte urbain; problèmes du ciblage dans les cadres hétérogènes qui caractérisent le milieu urbain; importance d'une programmation complémentaire pour pallier l'insuffisance des services dans les taudis des villes; choix et mise en oeuvre des partenariats dans un environnement très politisé; nécessité de stratégies de retrait bien préparées afin que les programmes d'aide alimentaire n'aient pas d'effets préjudiciables à l'économie.

Bien que le PAM considère que le problème de l'insécurité alimentaire en secteur urbain est appelé à s'aggraver et demande une plus grande attention, la majorité de ses interventions continueront de porter sur les secteurs ruraux.



Projet de décision



Tenant compte de l'examen des facteurs déterminant l'insécurité alimentaire croissante en milieu urbain, le Conseil a approuvé les recommandations contenues dans le présent document (WFP/EB.A/2002/5-B)



INTRODUCTION

1. La population urbaine du monde en développement devrait doubler au cours des 25 prochaines années. Plus de la moitié de la population totale de l'Afrique et de l'Asie vivront dans des agglomérations. À l'heure actuelle, dans les pays à faible et à moyen revenu plus de 2 milliards de gens vivent dans des villes. À mesure que s'accroissent les populations urbaines, la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition augmentent aussi.
2. Au vu de cette tendance, le PAM cherche à améliorer et à élargir ses programmes urbains dans le contexte du développement, ainsi que ses opérations d'urgence et ses interventions de redressement. Il faut néanmoins souligner que si le PAM considère que le problème de l'insécurité alimentaire en secteur urbain s'amplifie et exige davantage d'attention, la majorité de ses ressources continuera d'être consacrée au secteur rural, puisque c'est là que vivent actuellement les populations les plus pauvres et les plus exposées à l'insécurité alimentaire des pays en développement.
3. À l'avenir, la programmation du PAM en secteur urbain devrait s'effectuer intégralement dans le cadre des politiques et pratiques actuelles du Programme en matière de développement, de redressement et d'aide humanitaire, telles qu'exposées dans les documents Favoriser le développement (WFP/EB.A/99/4-A) et De la crise au redressement (WFP/EB/98/4-A). Le renforcement de la programmation dans les secteurs urbains et périurbains est spécifique de chaque pays et, conformément à la politique tendant à Favoriser le développement, "le PAM travaillera, selon les besoins, dans les secteurs urbains et périurbains caractérisés par de fortes concentrations de malnutrition".¹ La programmation en secteur urbain sera conforme à la politique du PAM consistant à cibler seulement les secteurs et les ménages qui sont pauvres et exposés à l'insécurité alimentaire, dans les cas où l'aide alimentaire peut contribuer à sauver des vies et aider les pauvres qui ont faim, comme exposé dans le document Favoriser le développement (WFP/EB.A/99/4-A). Toutes les interventions d'aide alimentaire en milieu urbain prendront en considération l'impact possible sur les marchés, veillant à ce qu'il n'y ait pas de répercussions négatives sur les prix ou sur les moyens de subsistance de ceux qui vendent des produits et des aliments tout prêts.
4. Le présent document explique pourquoi les régions urbaines sont importantes pour le PAM, décrit les principaux paramètres de l'insécurité alimentaire urbaine et montre comment elle diffère de l'insécurité alimentaire en région rurale. Enfin, il expose les implications pour la programmation des enseignements tirés des opérations du PAM et de celles de ses partenaires.
5. Cinq études de cas ont été effectuées dans le but de tirer parti des expériences du PAM dans différents contextes d'insécurité urbaine.² La méthodologie employée pour l'analyse de ces études impliquait l'utilisation de quatre types de sources de données. Tout d'abord, des entretiens ont eu lieu avec différentes parties prenantes dans le cadre ou non de programmes urbains du PAM, notamment avec des membres du personnel du PAM, des ONG, des donateurs, des fonctionnaires des gouvernements et d'autres organismes des Nations Unies. De la documentation a été obtenue auprès des bureaux de pays du PAM et du Bureau de l'évaluation. Des entretiens ont eu lieu avec les bénéficiaires sur un certain

¹ Favoriser le développement (WFP/EBA/99/4-A)

² Les études de cas ont été conduites en Angola, en Éthiopie, en Indonésie, au Mozambique et en Zambie.



nombre de sites de projets urbains. Enfin, les recherches en cours sur la sécurité et la programmation urbaines ont été passées en revue.

LA FAIM DANS LES VILLES—UN PROBLÈME EN EXTENSION

6. L'urbanisation est peut-être le processus démographique dominant des dernières décennies. La population urbaine des pays en développement a quintuplé en 30 ans. D'ici à 2020 la population des pays en développement sera passée de 4,9 milliards à 6,8 milliards. D'après l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, cette augmentation sera concentrée à 90 pour cent dans des agglomérations et des villes en expansion rapide. À l'heure actuelle, plus de 40 pour cent des populations des pays à faible ou moyen revenu sont urbanisées. Plus de la moitié de la population de l'Afrique et de l'Asie sera urbanisée d'ici à 2020. Plus des trois quarts des populations d'Amérique latine le sont déjà.³
7. La croissance de la pauvreté, de l'insécurité et de la malnutrition ont accompagné le processus d'urbanisation. Même si l'ampleur de la pauvreté est moins grande en milieu urbain qu'en milieu rural dans les pays en développement, celle-ci augmente à un rythme plus rapide dans les villes. Les données de huit pays en développement représentant les deux tiers de la population du monde en développement indiquent que:
 - la proportion et le nombre absolu de pauvres vivant dans les régions urbaines ont augmenté au cours des vingt dernières années; et
 - du début au milieu des années 90, la proportion d'enfants des villes souffrant de malnutrition a augmenté.⁴
8. Outre qu'en valeur absolue le nombre de pauvres et de personnes souffrant de malnutrition a augmenté au cours des 15 ou 20 dernières années, le taux d'augmentation dépasse celui des régions rurales.⁵ On estime à 600 millions ou plus le nombre de personnes qui vivent dans les taudis des agglomérations et des villes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. D'après la Fédération internationale de la Croix-Rouge, près de la moitié des populations des plus grandes villes du monde en développement habite des bidonvilles qui ont grandi selon un processus sauvage et sont souvent illégaux. L'infrastructure et les services de base, tels que logements, assainissement et eau propre sont très insuffisants, voire inexistantes dans la plupart des secteurs urbains des pays les plus pauvres.
9. Outre le fait que la sous-alimentation, la malnutrition et les maladies infectieuses sont très répandues dans ces établissements urbains, les citoyens les plus pauvres vivent sur les terrains les plus impropres à l'habitat, au bord de ravins, sur des rives inondables et sur des pentes exposées à des coulées de boue ou susceptibles de s'effondrer. Cela les rend très vulnérables aux catastrophes naturelles. Les deux cyclones qui ont frappé l'état indien de l'Orissa en 1999, les inondations du Mozambique en 2000, et le tremblement de terre

³ Garret, J. 2000. *Achieving Urban Food and Nutrition Security in the Developing World. 2020 Vision*, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), Washington, D.C.

⁴ Ruel, M., et al., 1998 *Urban Challenges to Nutritional Security: A Review of Food Security, Health and Care in the Cities*. Food Consumption and Nutrition Division Discussion Paper No. 51, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), Washington, D.C.

⁵ Haddad, L., et al, (1999). "Are Urban Poverty and Undernutrition Growing? Some Newly Assembled Evidence." *World Development* 27(11).



d'El Salvador en janvier 2001 illustrent tragiquement le risque que courent les citoyens pauvres et soulignent les conséquences d'une croissance sauvage des agglomérations combinée à des risques naturels.

10. Les régions urbaines sont aussi touchées par les conflits. En cas de conflit et d'insécurité dans les régions rurales, les gens fuient souvent vers les villes dans lesquelles ils voient un havre de sécurité. L'Angola et la Colombie par exemple ont connu de vastes déplacements de populations qui fuyaient les campagnes pour échapper aux conflits. Ces mouvements mettent lourdement à contribution les administrations municipales ou locales exsangues — désorganisant les services, désorientant le commerce et saturant le marché de l'emploi. L'existence d'un conflit civil aggrave les difficultés des pauvres qui n'ont pas de quoi se nourrir, augmente l'insécurité de leurs moyens de subsistance et leur vulnérabilité. Les conflits prolongés peuvent aussi réduire à néant l'autorité gouvernementale et éparpiller les populations à l'intérieur et sur les pourtours d'une ville, compliquant la fourniture de services et augmentant l'insécurité alimentaire.
11. Les conflits et l'instabilité politique caractéristiques de crises prolongées sapent de multiples manières les moyens de subsistance des communautés urbaines et ont de sérieuses répercussions sur la sécurité alimentaire. Les conflits civils peuvent notamment susciter de graves pénuries alimentaires; l'augmentation et la volatilité des prix des produits de base; la désorganisation du secteur de l'emploi, des marchés et des liens villes-campagnes; et une réduction brutale des stocks alimentaires des ménages. À cela s'ajoutent le changement des rôles traditionnels des hommes et des femmes et le bouleversement de la répartition du travail dans les ménages résultant, entre autres, du recrutement des hommes par la force.
12. Comme la proportion de pauvres souffrant de la faim est en augmentation dans les villes, il devient nécessaire que le PAM aborde plus systématiquement le problème de l'insécurité alimentaire urbaine dans le cadre de la programmation du développement et des secours.

CARACTÉRISTIQUES DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE URBAINE

13. Les causes de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire dans le secteur urbain ne sont pas les mêmes qu'en milieu rural, en raison de certaines particularités des moyens de subsistance des pauvres dans le contexte urbain. Pour mieux cerner les mesures qu'il convient de prendre au plan des politiques et des programmes, il est essentiel de comprendre les particularités du milieu urbain.
14. **La structure des ménages urbains est très différente de celles des ménages ruraux**
 - Si la taille moyenne des ménages est généralement inférieure dans un contexte urbain, les taux d'enfants dépendants sont souvent plus élevés, ce qui augmente la pression exercée sur le membre de la famille responsable d'assurer la sécurité alimentaire.
 - Les ménages urbains abritent pendant de courtes périodes de nombreuses personnes ne faisant pas partie de la famille; à cela s'ajoutent souvent des résidents saisonniers, ce qui complique le ciblage.
 - Les membres des ménages urbains peuvent être itinérants, passant des périodes en alternance dans le secteur rural et dans le secteur urbain. Les connexions avec les régions rurales s'inscrivent dans une stratégie de diversification des moyens de subsistance explicitement appliquée pour améliorer l'accès aux produits alimentaires.



- Les moyens de subsistance des ménages urbains sont particulièrement précaires, leurs membres vivant souvent illégalement dans des bidonvilles périodiquement démolis.

15. Les moyens de subsistance dans les villes dépendent fortement d'emplois précaires

- Dans la plupart des villes des pays en développement les possibilités d'emploi dans le secteur non-structuré augmentent, alors qu'elles diminuent rapidement dans le secteur structuré. Le manque d'emploi contractuel fait que les ménages pauvres des villes ont beaucoup de mal à assurer leur subsistance.
- Le travail dans le secteur non-structuré est très instable, mal rémunéré et soumis à des variations saisonnières. Comme il a souvent lieu à l'extérieur (bâtiment, vente ambulante, conduite de rickshaw), la saison des pluies constitue une période particulièrement difficile. Les variations saisonnières doivent être prises en compte lors de la conception d'interventions en secteur urbain.
- Bien que l'agriculture en milieu urbain et les transferts de produits du secteur rural au secteur urbain jouent un rôle important dans la sécurité alimentaire des ménages, l'essentiel de la nourriture est acheté, ce qui souligne l'importance des marchés et des possibilités d'activités lucratives pour assurer la subsistance et la sécurité alimentaire des ménages.

16. La participation des femmes aux activités génératrices de revenus est essentielle pour assurer la subsistance des ménages dans le contexte urbain

- Dans les villes, les femmes qui exercent des activités lucratives sont plus nombreuses qu'elles ne l'ont jamais été; d'ici à 2010, ce sera le cas d'environ 70 pour cent des femmes.⁶
- En règle générale, les femmes ont du mal à obtenir un emploi; leur entrée sur le marché du travail est gênée par leurs obligations domestiques, l'absence de membres de la famille pouvant prendre soin des enfants et l'aggravation des problèmes de sécurité dans les quartiers de taudis.
- D'une manière générale, la sécurité d'emploi des femmes est moindre que celle des hommes et elles travaillent davantage dans le secteur non-structuré.
- L'augmentation du rôle des femmes dans les activités des secteurs structuré et non-structuré n'a pas diminué leur charge de travail dans le ménage.
- Les femmes travaillent généralement à l'extérieur, ce qui rend difficiles les soins aux enfants. Elles adaptent leurs horaires de travail pour pouvoir répondre aux besoins des jeunes enfants, mais cela peut les empêcher de gagner de quoi assurer la sécurité alimentaire de leur famille.

17. Les pauvres vivant en ville dépensent davantage pour leur nourriture

- Les habitants des villes dépensent en moyenne 30 pour cent de plus pour se nourrir que les ruraux et la fragmentation des marchés de produits alimentaires en ville augmente encore les coûts dans les quartiers les plus pauvres.⁷

⁶ Engle, P. L. (2000). Achieving Urban Food and Nutrition Security in the Developing World. Urban Women: Balancing Work and Childcare. Washington, IFPRI.

⁷ Argenti, O. (2000). Achieving Urban Food and Nutrition Security in the Developing World: Feeding the Cities: Food Supply and Distribution. Washington, IFPRI.



- Les ménages des villes achètent non seulement l'essentiel de leur nourriture, mais aussi leur eau. Faute d'accès à de l'eau potable, les populations les plus pauvres consacrent une part importante du budget limité du ménage à l'achat d'eau de boisson.
- Les taudis sont souvent situés en périphérie, loin des marchés du centre ville. L'accès aux marchés centraux implique des transports coûteux et des pertes de temps.⁸
- Les citoyens pauvres sont soumis aux variations de la disponibilité et aux fluctuations de prix des produits alimentaires. L'absence de moyens de stockage fait que les ménages pauvres n'ont aucune possibilité de se prémunir contre ces fluctuations.
- Beaucoup de citoyens pauvres comptent sur les vendeurs des rues pour assurer l'essentiel de leurs besoins caloriques. Les aliments des rues sont souvent plus coûteux que les aliments préparés à la maison; pourtant, ils supportent la comparaison si l'on tient compte du temps consacré aux achats puis à la préparation et des coûts du combustible et du transport. Cela dit, la consommation d'aliments des rues expose à un plus grand risque d'intoxication alimentaire.

18. **L'infrastructure et les services sociaux sont inadéquats, ce qui influe sur la santé, l'état nutritionnel et la sécurité alimentaire de la population**

- L'environnement des villes est généralement très pollué, et c'est la fraction la plus pauvre de la population qui est généralement la plus exposée à la pollution.
- En raison du manque d'eau, d'installations sanitaires, de conduites d'écoulement des eaux usées et de services d'enlèvement des ordures, il est impossible de prévenir la contamination de l'eau et des aliments, de maintenir une hygiène adéquate ou de lutter contre les insectes vecteurs de maladies comme le paludisme. Tous ces éléments concourent à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.
- La promiscuité dans les quartiers insalubres typiques de la plupart des villes en développement augmente le taux de maladies infectieuses.
- Le VIH/SIDA et la tuberculose se propagent rapidement dans de nombreuses communautés pauvres des secteurs urbains sous l'effet de multiples facteurs, dont l'extrême pauvreté, le surpeuplement, l'insécurité et la séparation des familles. Les plus démunis vivent dans la rue. Cette population augmente rapidement, notamment parmi les enfants.
- L'état nutritionnel est plus variable en ville, mais il semble que les ménages urbains les plus pauvres s'en tirent plus mal que les ménages ruraux.⁹

19. **Les pauvres des villes n'ont guère accès à des réseaux de protection sociale institutionnalisés ou non-institutionnalisés**

- Il arrive que le gouvernement ne mette pas de programme de protection sociale à la disposition des pauvres qui vivent dans des bidonvilles illégaux parce qu'il ne veut pas ou ne peut pas assurer des services aux populations en situation irrégulière.
- Il arrive fréquemment que les fractions les plus pauvres de la population ne puissent pas bénéficier de distributions de produits alimentaires, de programmes de travaux publics, ou de systèmes d'épargne et de crédit parce que la plupart des habitants des

⁸ Argenti, O. (2000). *Achieving Urban Food and Nutrition Security in the Developing World: Feeding the Cities: Food Supply and Distribution*. Washington, IFPRI.

⁹ Pryer, J. and N. Cook. (1988). *Cities of Hunger: urban malnutrition in developing countries*. Oxford, Oxfam.



taudis ne sont pas officiellement immatriculés auprès des autorités municipales et sont souvent en situation irrégulière.

- Dans les villes, les dispositifs de sécurité qui préservent les gens de l'adversité ou les aident à surmonter les crises sont souvent réduits à peu de chose. Il s'agit notamment de distributions d'aliments, de soins aux enfants, de prêts, de la constitution de groupements et du partage de logements.
- Les réseaux de protection sociale non-institutionnalisés sont souvent faibles dans les secteurs urbains pour différentes raisons: faiblesse des liens communautaires et, par suite, du sentiment d'appartenance; absence de membres de la famille, notamment de générations différentes, vivant à proximité; forte incidence de la violence et de la criminalité qui sape rapidement la confiance nécessaire pour une action collective non-familiale.

20. L'activité agricole en secteur urbain est un élément important de la sécurité alimentaire urbaine

- L'activité agricole est surtout pratiquée à la périphérie des villes; il peut s'agir de petits jardins potagers aussi bien que de véritables champs dans des communautés urbaines peu denses.
- Dans de nombreuses villes les femmes jouent un rôle primordial dans la production agricole, parallèlement à leurs tâches familiales et à leurs activités rémunératrices.
- L'agriculture urbaine est rarement pratiquée par les nouveaux arrivants. Il faut beaucoup de temps et de persévérance pour se familiariser avec le régime foncier en milieu urbain et accumuler les ressources nécessaires pour démarrer.
- Au niveau des ménages, la production agricole urbaine peut constituer une source essentielle de nourriture et de revenus. Cependant, les plus démunis ont rarement accès à la terre et aux ressources qu'exige cette production.
- La production agricole urbaine peut aider les ménages à amortir l'impact de la vulnérabilité saisonnière ou inhérente aux marchés itinérants.
- Malgré les contributions de l'agriculture urbaine à la sécurité alimentaire des pauvres des villes, de nombreuses administrations continuent de s'employer à décourager l'activité agricole dans les agglomérations..

21. Ces différents éléments concourent à la sécurité alimentaire des habitants des villes. Ils donnent aussi une idée de la diversité des conditions de vie des pauvres en milieu urbain. Pour réussir, les programmes d'aide alimentaire doivent dans toute la mesure du possible tenir compte de ces complexités.

DIFFICULTÉS DE LA PROGRAMMATION EN SECTEUR URBAIN

22. Les facteurs déterminant la sécurité alimentaire et la sécurité des moyens de subsistance ne sont pas les mêmes dans les villes et dans les campagnes; la programmation de l'aide alimentaire devra tenir compte de ces différences de contexte. Les problèmes de programmation présentés ci-dessous sont tirés d'études de cas réalisées dans des secteurs où le PAM et ses partenaires mettent en œuvre des programmes en milieu urbain.



Diagnostic

23. Les moyens de subsistance dans les villes sont complexes et évoluent constamment, d'où la nécessité de procéder à leur évaluation et à celle de la sécurité alimentaire avant de passer à la programmation. Il faut d'abord modifier les méthodes d'évaluation standards, parce que les pauvres ne tiennent pas à révéler comment ils s'en sortent —les moyens utilisés étant souvent illégaux— et que des considérations de sécurité peuvent gêner la collecte de données. Des informations exactes tirées d'évaluations urbaines peuvent aider les bureaux de pays à cibler les vivres de manière efficace et doivent donc être intégrées aux programmes exécutés dans les villes. À cet égard, on peut citer en exemple les évaluations récemment effectuées par le PAM à Dakar (Sénégal), à Kaboul (Afghanistan) et à Harare (Zimbabwe). Au Mozambique, l'évaluation a été réalisée en collaboration avec l'université de Maputo.
24. Il est important de comprendre le développement historique d'une ville, parce qu'il influe sur les connexions entre le secteur rural et le secteur urbain, sur les liens sociaux dans la ville et sur la durée du séjour en ville. Les connexions entre le secteur rural et le secteur urbain varient d'un quartier à l'autre et il est important de comprendre les circonstances à l'origine de la migration pour chaque quartier. Par ailleurs, la croissance d'une ville en période de guerre n'a rien de commun avec son développement progressif en temps de paix. Le PAM devra tenir compte de ces éléments dans toutes les évaluations urbaines et les analyses des problèmes.
25. Il faut du temps pour comprendre certains des problèmes socio-économiques plus compliqués qui se posent dans les secteurs urbains, comme l'existence de réseaux informels de protection sociale et leur évolution dans un contexte de crise. Il est également important de comprendre comment fonctionnent les relations patron-client dans ce contexte. Elles sont plus complexes qu'en milieu rural en raison du nombre de réseaux existant dans les secteurs densément peuplés. Les relations patron-client peuvent être plus fortes dans certains quartiers pauvres, freinant la participation des gens aux programmes de protection sociale.
26. Avant de planifier l'aide alimentaire, il faut chercher à comprendre ces relations et la manière dont elles influent sur la programmation. Le PAM s'appuiera sur ses partenaires et sur les initiatives locales pertinentes pour comprendre les problèmes socio-économiques qui sont déterminants pour la programmation locale. Les programmes exécutés en Éthiopie et en Indonésie démontrent l'utilité du dialogue avec les organisations municipales et les ONG pour comprendre les bénéficiaires des activités du PAM, leurs contraintes et leurs besoins.
27. L'insécurité alimentaire a une dimension saisonnière en secteur urbain aussi bien qu'en secteur rural. Il faut en tenir compte dans la conception d'interventions afin de maximiser l'impact.

Ciblage

28. Les programmes de ciblage en secteur urbain diffèrent beaucoup de ceux des zones rurales. Le ciblage administratif qui utilise la localisation est rarement approprié parce que la pauvreté n'est pas nécessairement concentrée dans des secteurs bien définis. Le ciblage axé sur la communauté peut ne pas convenir dans les secteurs urbains parce que la pauvreté et la malnutrition sont dispersées dans des poches à travers la ville, que les gens déménagent fréquemment et qu'ils travaillent souvent loin du secteur où ils habitent.
29. En outre, dans un contexte urbain, proximité géographique n'est pas synonyme de "communauté". La collaboration des gens à des activités communes comme celles des



programmes vivres-contre-travail peut totalement changer d'un emplacement à l'autre. Il est important que le PAM tienne compte de ces différences et n'applique pas des méthodes uniformes dans toutes les parties d'un même secteur urbain.

30. Les enfants des rues constituent l'un des groupes vulnérables les plus importants. Leur ciblage exige une étroite coordination avec les ONG et l'administration locale pour définir comment aider au mieux ce groupe dont les effectifs ne cessent de croître. Les projets urbains du PAM en cours au Kenya, en Éthiopie et en Ouganda montrent comment la collaboration avec les organisations caritatives et de petites ONG locales peut aider à atteindre les enfants des rues qui échappent aux programmes officiels.
31. La stratégie présentée dans un schéma de stratégie de pays (SSP), une intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) ou une opération d'urgence devrait être déterminée par les caractéristiques du secteur urbain et du groupe vulnérable ciblé. La stratégie différera selon qu'il s'agira d'un secteur planifié ou non. Les caractéristiques du milieu urbain influent sur le régime foncier, la question de savoir si les gens sont locataires ou propriétaires de leur logement, et s'ils sont ou non reconnus par l'administration et ont droit à des services sociaux.
32. Le PAM devrait passer en revue les procédures de ciblage utilisées par d'autres organisations faisant de la programmation urbaine afin d'identifier les meilleures pratiques utilisables et adaptables aux projets d'aide alimentaire.
33. Un certain nombre de problèmes de ciblage de caractère général ressortent de projets urbains actuellement exécutés par le PAM:
 - Dans de nombreux agglomérations urbaines, on constate dans le contexte d'opérations d'urgence et d'activités de développement que d'importantes populations vulnérables ne figurent pas sur les registres des administrations municipales. Elles échappent donc aux programmes de protection sociale formels. Il est important que le PAM puisse prendre ces groupes en compte.
 - Les programmes de protection sociale mis en place dans les secteurs urbains doivent cibler la pauvreté structurelle et chronique et tous ceux qui sont vulnérables aux chocs économiques affectant la sécurité alimentaire, comme l'inflation et les suppressions d'emplois. Ils doivent suivre l'évolution de la vulnérabilité et tenir compte des besoins des nouveaux pauvres qui ont faim.
 - La décision d'intervenir en milieu urbain peut se justifier par des considérations d'échelle et d'efficacité. La programmation urbaine présente l'avantage d'atteindre d'importants effectifs de personnes nécessiteuses dans des secteurs d'accès facile où le contrôle des ressources est relativement aisé.
 - Les méthodes de ciblage seront fonction des types d'intervention. Par exemple, des interventions exigeant une infrastructure utiliseront les locaux des services administratifs, tandis que des messages d'ordre sanitaire, des offres de formation et des activités génératrices de revenus peuvent cibler des groupes vulnérables spécifiques indépendamment de la localisation. En pareil cas, il faut faire appel aux comités de développement locaux ou voisins pour faciliter l'identification des groupes vulnérables, notamment les enfants des rues.

Conception du programme

34. La conception du programme doit tenir compte du contexte politique complexe des milieux urbains. L'administration au niveau local, municipal et national ainsi que les



organisations communautaires et les ONG peuvent, de l'intérieur ou de l'extérieur de la communauté, exercer une influence sur les activités locales.

Meilleure santé , meilleure nutrition

35. Etant donné les conditions sanitaires désastreuses des bidonvilles, les programmes devraient donner la priorité aux interventions sanitaires et nutritionnelles visant l'amélioration des conditions d'hygiène. Les mesures tendant à améliorer les conditions sanitaires et les soins déterminants pour la santé devraient être associées chaque fois que possible à l'amélioration de l'infrastructure. La construction de routes d'accès, de systèmes de drainage et de canalisations d'eau saine (infrastructure "en dur") aura peu d'effets sur les problèmes de santé et de nutrition si ces améliorations ne sont pas liées à d'autres interventions axées sur de bonnes pratiques de soins et d'hygiène, comme les programmes de santé maternelle et infantile, la nutrition et l'éducation sanitaire, et l'alphabétisation des femmes (infrastructure "humaine"). Les interventions du PAM et de ses partenaires en secteur urbain doivent tenir compte de ces exigences. C'est ce qui est fait en Éthiopie.
36. L'accès à de l'eau potable est aussi au premier rang des préoccupations de la plupart des pauvres en milieu urbain. L'eau pose un problème économique et sanitaire et a des effets directs sur l'état nutritionnel de la population. Les programmes du PAM en secteur urbain doivent privilégier l'accès à de l'eau saine (comme c'est le cas au Mozambique) et faire appel pour cela à la collaboration avec d'autres organisations et partenaires. L'accès à l'eau potable doit constituer un élément clé de toute intervention sanitaire et nutritionnelle en ville.
37. Les activités de santé maternelle et infantile sont bien adaptées au secteur urbain et un certain nombre de projets du PAM dans ce domaine, comme par exemple celui de Dakar au Sénégal, ont donné de bons résultats. Il faut cependant veiller à ce que le ciblage soit fait correctement, afin que les activités bénéficient aux femmes les plus pauvres. Certains problèmes de sécurité doivent aussi être pris en compte, notamment en cas de distribution de rations à emporter à la maison.

L'éducation dans le contexte urbain

38. Les programmes d'alimentation scolaire en milieu urbain, comme en milieu rural, peuvent aider à lever certains obstacles à la scolarisation, en particulier dans le cas des enfants des rues et des enfants vivant dans des taudis. L'exécution de ces programmes dans un contexte urbain présente l'avantage qu'on y trouve davantage de professeurs qualifiés, que l'infrastructure institutionnelle tend à y être de meilleure qualité et que les systèmes éducatifs fonctionnent plutôt mieux que dans les campagnes.
39. Le cadre urbain confronte néanmoins les programmes d'alimentation scolaire à plusieurs problèmes. Ils tiennent essentiellement à la difficulté du ciblage dans des quartiers très hétérogènes et dans un contexte de grande diversité ethnique. Comme le PAM cible les écoles, plutôt que les enfants des écoles, les programmes risquent de ne pas faire de distinction entre les enfants pauvres et les autres et de distribuer des produits alimentaires sans discrimination. Si c'est possible, les activités devraient donc commencer dans les quartiers où la population est plus homogène.
40. La taille des écoles en ville et la faiblesse des liens communautaires qui caractérise parfois les quartiers urbains peuvent affecter la participation des parents et de la communauté aux activités d'alimentation scolaire et à leur gestion. Le ciblage de quartiers où des activités axées sur la communauté ont déjà été exécutées devrait aider à susciter



l'intérêt actif de la population pour ces programmes. Autrement, il faudra dès le départ tout mettre en oeuvre pour associer les parents aux activités d'alimentation scolaire.

41. Enfin, l'alimentation des importants effectifs d'enfants scolarisés en secteur urbain pose des problèmes logistiques. La collaboration avec des partenaires pouvant compléter les programmes par les articles non alimentaires nécessaires, comme le matériel de cuisine, facilite l'exécution des programmes dans les écoles fréquentées par de nombreux enfants. Tels sont les problèmes auxquels se heurtent les programmes d'alimentation scolaire du PAM à Kaboul. L'établissement de partenariats avec les comités de développement locaux et les petites institutions caritatives travaillant dans d'autres secteurs offre aussi un moyen d'atteindre les enfants des rues et les enfants vivant dans des quartiers extrêmement pauvres.

Vivres-contre-travail en secteur urbain

42. Certains programmes en milieu urbain prévoient des composantes vivres-contre-travail conçues pour améliorer l'environnement dans lesquels habitent les citadins pauvres, comme la construction de trottoirs et d'égouts. Cette composante fournit aux populations vulnérables des villes un filet de sécurité précieux. Il ressort cependant de l'expérience du PAM que dans les secteurs urbains l'opération doit avoir une envergure limitée et, dans le contexte du développement, être associée à des activités d'ordre sanitaire et nutritionnel. En outre, ce type d'intervention doit prendre en considération un certain nombre de problèmes spécifiques du contexte urbain.
43. Lors de la conception de projets vivres-contre-travail en ville, il faut veiller à ce que les améliorations apportées à l'infrastructure ne se traduisent pas par des augmentations de loyers. Comme les pauvres des villes ne sont pas propriétaires de leur logement, ces augmentations peuvent compromettre leurs moyens de subsistance et les contraindre éventuellement à aller s'installer dans un autre quartier. On peut prévenir cet effet pervers en négociant avec les propriétaires locaux et l'administration locale, comme le PAM l'a fait à Addis Abéba. Il est essentiel que le PAM surveille toutes les conséquences indésirables que pourraient avoir ses programmes urbains et introduise les ajustements nécessaires.
44. Les projets d'infrastructure paraissent être plus coûteux dans les villes que dans les campagnes par suite des normes, codes et règlements urbains, des types d'infrastructure construits en ville et des matériaux nécessaires. C'est pour cela que les partenaires chargés de l'exécution ont plus de difficultés à atteindre l'échelle appropriée. Lorsqu'on conçoit des projets d'infrastructure en ville, il faut tenir compte de ces facteurs et apporter le plus grand soin au choix des partenaires. Le manque de ressources non alimentaires rend souhaitable et même indispensable la collaboration avec l'administration municipale. Les possibilités de travail avec le secteur privé, par exemple les entreprises de construction locales, ne doivent pas non plus être négligées.
45. Comme les habitants des villes vivent de leur salaire, il est indispensable de renforcer leurs qualifications, leur esprit d'entreprise, de les alphabétiser et d'améliorer leurs compétences. L'activité vivres-contre-travail devrait prévoir une formation professionnelle complétant le développement de l'infrastructure. Les activités de formation devraient, le cas échéant, être liées au micro-financement et au micro-crédit.
46. Les femmes sont souvent les bénéficiaires des projets vivres-contre-travail en raison du rôle essentiel qu'elles jouent pour assurer la sécurité alimentaire des ménages. Les activités vivres-contre-travail qui ne prévoient pas de possibilités de soins aux enfants risquent d'exclure les femmes qui ont des enfants en bas âge. En ville, toutes les activités vivres-contre-travail destinées aux femmes doivent prendre en compte les soins aux enfants, les femmes elles-mêmes assurant ces soins à tour de rôle. Elle doivent tenir compte des



contraintes familiales des femmes et les calendriers de travail quotidiens doivent être établis en fonction de leurs responsabilités ménagères.

47. Enfin, s'il existe un potentiel d'agriculture urbaine, la programmation doit en tenir compte. L'activité agricole est possible dans les quartiers qui ne sont pas densément peuplés. En pareil cas, le PAM peut être amené à faire appel à certains de ses partenaires traditionnels comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'aide alimentaire en milieu urbain et les marchés

48. Toutes les opérations conduites par le PAM dans les zones urbaines doivent prendre en considération l'impact que l'aide alimentaire peut avoir sur les marchés, en particulier sur les prix. Toutefois, l'expérience des programmes alimentaires du PAM et d'autres organisations et ONG a montré que la quantité de produits alimentaires introduite par les projets d'aide alimentaire, même dans le cas de programmes très importants, est trop faible pour perturber les prix commerciaux des produits de base. Comme dans le cas des programmes ruraux, le PAM doit néanmoins veiller à ce que ses programmes urbains n'aient pas d'effets pervers sur les marchés des villes. En même temps il doit être ouvert à toutes les propositions faites pour protéger les plus démunis des augmentations et des fluctuations de prix.
49. Les causes de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire dans le contexte urbain sont souvent liées aux fluctuations de prix et à la disponibilité de produits alimentaires et d'autres articles de première nécessité. Les dévaluations, les taxations et les suppressions d'emploi peuvent influencer sur l'accès aux salaires et par suite à la nourriture. Les coûts élevés des produits alimentaires associés à la diminution des revenus impliquent qu'une proportion plus importante des ressources du ménage est nécessaire pour acheter la nourriture, ce qui se traduit par une diminution qualitative et quantitative du régime alimentaire. Il peut en résulter une augmentation de la malnutrition infantile et des carences en micro-nutriments. Pour suivre l'évolution de l'état nutritionnel des bénéficiaires des activités du PAM, les bureaux de pays doivent établir des partenariats avec des organisations spécialisées dans ce type de suivi, comme l'a fait le bureau du PAM en Indonésie avec *Helen Keller International* à Djakarta.
50. Quand l'état nutritionnel des pauvres des secteurs urbains s'aggrave du fait de la diminution du pouvoir d'achat, en cas notamment d'hyper-inflation, des programmes ciblés de subventions alimentaires peuvent apporter une solution. Le PAM a l'expérience de ce type de programmation avec ses interventions en Indonésie où un programme de subventions du riz vient en aide aux pauvres qui ont faim. Dans le cadre de ce programme, de petites quantités de riz ont été vendues à un prix très réduit aux bénéficiaires préalablement identifiés. Avec les économies réalisées, les familles ont pu acheter des aliments riches en protéines, comme des œufs et du poulet. Le programme présente de nombreux avantages dont beaucoup sont transposables à d'autres pays, notamment: i) le transfert de revenus sur la base de produits alimentaires laisse une trace comptable matérielle et financière qu'il est possible de suivre et d'évaluer; ii) la subvention représente une économie importante pour les plus pauvres et a un effet indéniable au plan nutritionnel; et iii) le montant de l'aide alimentaire destinée au programme de subvention du riz a été assez faible pour ne pas désorganiser les marchés de produits alimentaires des villes. Les fonds dégagés par ces ventes en circuit fermé sont utilisés pour appuyer l'éducation nutritionnelle, acheter davantage de riz et organiser des activités de développement communautaire promouvant la sécurité alimentaire à long terme et l'autonomie.



51. Les bureaux de pays du PAM doivent étudier de manière plus approfondie s'il est possible d'utiliser les structures commerciales urbaines pour atteindre les plus pauvres, notamment en cas de forte inflation et de grande instabilité des prix. De toute manière, la plus grande prudence est de rigueur dans la mise en œuvre de ces programmes dont la gestion peut poser problème si les partenaires n'ont pas la formation voulue, ou si l'infrastructure appropriée —moyens de transport et de stockage— n'est pas en place. Il est essentiel d'utiliser les structures commerciales et les institutions locales existantes comme l'a montré le programme exécuté en Indonésie. Les interventions de ce type peuvent également donner au PAM la possibilité de travailler en concertation plus étroite avec les organisations du secteur privé.

Considérations sur la programmation des opérations d'urgence

52. Les conflits en région rurale provoquant la fuite vers les secteurs urbains, ou bien les troubles dans les villes elles-mêmes mettent sous pression des gouvernements souvent démunis —bouleversant les services, créant des distorsions sur les marchés et supprimant des emplois. Ils peuvent réduire à néant l'autorité gouvernementale et disperser les populations dans la ville et aux alentours, compliquant d'autant la fourniture de services. Même au cœur d'un conflit, le PAM doit s'employer avec ses partenaires (le gouvernement, d'autres organismes des Nations Unies et les ONG) à promouvoir l'émergence d'une autorité fonctionnelle, non discriminatoire, protégeant l'accès de la population aux services, aux aliments et autres biens.
53. Dans les opérations d'urgence prévoyant des distributions gratuites, il faut considérer l'impact des programmes d'aide alimentaire sur les petits commerçants et les vendeurs ambulants. Des distributions gratuites peuvent compromettre les moyens de subsistance des pauvres qui vivent de petits commerces et de la vente d'aliments dans les rues. L'aide alimentaire en milieu urbain peut aussi compromettre le rétablissement des liens commerciaux avec les régions rurales pendant la période de relèvement. Il est essentiel de suivre de près l'activité commerciale, surtout quand la phase aiguë d'une crise est terminée, pour déterminer comment et quand il faudra modifier la programmation.
54. Par ailleurs, quand des catastrophes frappent simultanément les secteurs ruraux et urbains, il faut mettre en œuvre un programme coordonné tenant compte des liens entre les deux secteurs. Par exemple, l'inondation qui détruit les récoltes dans les campagnes peut se répercuter sur l'approvisionnement et le prix des produits alimentaires dans les villes voisines. Dans le cas des ménages pauvres, une diminution des transferts de produits alimentaires en provenance des secteurs ruraux peut compromettre la sécurité alimentaire. La mise en œuvre de programmes d'aide alimentaire doit être planifiée avec soin et suivie attentivement compte tenu des liens entre secteur rural et secteur urbain.
55. Vu l'ampleur et le caractère récurrent des urgences dans certaines régions rurales, les secteurs urbains peuvent recevoir une moindre attention, bien que l'insécurité alimentaire puisse y être tout aussi grave. Le dialogue du PAM avec tous les partenaires fera place à un plaidoyer en faveur des citoyens pauvres.
56. Quand la sécurité alimentaire des habitants des villes est minée par un climat d'insécurité, les ménages recourent à toutes sortes d'expédients dont certains sont illégaux comme le petit commerce de contrebande, le vol et la prostitution. Toute programmation de l'aide alimentaire, qu'il s'agisse de distributions directes ou de distributions sur la base d'activités données, doit prendre en compte l'évolution des moyens de subsistance sous l'effet de l'insécurité et de la situation de conflit.



Partenariats dans les programmes en milieu urbain

57. La totalité de la programmation du PAM en milieu urbain sera effectuée en collaboration avec les gouvernements et les organismes appropriés des Nations Unies. Le PAM peut notamment instaurer des relations de travail avec Habitat, et poursuivre sa collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) afin de réaliser une programmation urbaine complète. La collaboration avec la FAO et le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) sera nécessairement limitée dans les programmes de ce type.
58. Actuellement, la programmation urbaine est dominée par des programmes de sécurité locaux gérés par de petites institutions caritatives. Les programmes plus importants sont souvent administrés par les services municipaux. Cette situation s'explique par l'orientation rurale de la plupart des donateurs et par le fait que la répartition inégale de la richesse mise en évidence par les statistiques masque la pauvreté urbaine. Il est difficile dans ces conditions d'exécuter des programmes à plus grande échelle. Le PAM pourrait alors en être réduit à travailler avec une myriade de petits partenaires, ce qui compliquerait beaucoup la coordination. On voit donc l'importance d'une stratégie globale s'appuyant sur des systèmes de coordination et de gestion indispensables pour assurer la cohésion entre des partenaires multiples. Tels sont les problèmes auxquels sont confrontés les bureaux de pays de l'Éthiopie et de l'Ouganda et leurs contreparties.
59. L'identification de partenaires pouvant aider le PAM à cibler ses programmes urbains est d'une importance capitale. Les organisations présentes en permanence sur le terrain (par exemple, l'administration locale et les ONG) peuvent améliorer le ciblage du PAM en fournissant des informations de qualité sur le contexte. L'identification des ménages vulnérables ne se fait pas sur une base aussi strictement géographique dans les secteurs urbains que dans les secteurs ruraux; par ailleurs la situation des ménages vulnérables peut beaucoup changer sur une courte période. Les différentes ONG ont leur propre stratégie d'identification et de sélection des bénéficiaires.

STRATÉGIES DE RETRAIT

60. Vu l'importance de l'accès aux produits alimentaires en milieu urbain, il est essentiel que les stratégies de retrait soient bien conçues pour faire en sorte que la suppression de l'aide alimentaire n'ait pas d'effets pervers. Un certain nombre de problèmes devraient être examinés lors de l'établissement de ces stratégies, à savoir:
- Le ciblage de populations urbaines vulnérables que les autorités municipales ne reconnaissent pas peut rendre difficile à terme la remise du programme au gouvernement. Le PAM doit travailler avec le gouvernement pendant toute la durée d'une opération afin de faciliter le transfert ultérieur.
 - Dans certains cas, la stratégie de retrait du PAM pourrait être liée aux fluctuations des programmes de protection sociale en place. L'intervention du PAM devrait permettre de développer les réseaux de protection sociale pour pourvoir aux besoins d'un nombre accru de ménages nécessiteux. Quand ce nombre diminue, le PAM peut mettre fin à son intervention.
 - L'administration des villes est très décentralisée. Il en résulte que les activités mises en œuvre par une partie de l'administration ne sont pas nécessairement appuyées par d'autres services administratifs. Il est essentiel de comprendre ce contexte politique pour concevoir des stratégies de retrait efficaces.



RÉSUMÉ

61. La pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont le lot d'un grand nombre des villes des pays dans lesquels travaille le PAM. Cette situation ira en s'aggravant dans un avenir prévisible. C'est ce qui amène le PAM et ses partenaires à examiner les facteurs déterminant la sécurité alimentaire et la sécurité des moyens de subsistance des pauvres. On peut citer à cet égard les facteurs suivants: dépendance accrue de revenus en espèces et moindre dépendance de l'agriculture et des ressources naturelles; faiblesse des salaires et insécurité de l'emploi; grand nombre de femmes travaillant à l'extérieur; obstacles juridiques, y compris insécurité des droits sur la terre et sur le logement; accès inadéquat à de l'eau saine et aux services d'assainissement et de santé; fréquente faiblesse des réseaux sociaux, qui débordent souvent les limites géographiques des communautés.
62. Sachant que les pauvres ne sortiront de la pauvreté que s'ils accèdent à la sécurité de l'emploi, les programmes d'aide alimentaire ciblés resteront nécessaires en milieu urbain, surtout en cas de fléchissement spectaculaire de l'activité économique. C'est dans ce contexte que les enseignements tirés des programmes en cours seront d'une très grande importance pour les planificateurs. Ils peuvent se résumer comme suit:
- nécessité d'un bon diagnostic pour comprendre la vulnérabilité dans les contextes urbains; particularités du ciblage dans les contextes hétérogènes caractéristiques du milieu urbain;
 - importance d'une programmation complémentaire visant à pallier la déficience des services dans les taudis urbains;
 - nature du partenariat dans un contexte très politisé;
 - nécessité de stratégies de retrait bien conçues afin que les programmes d'aide alimentaire n'aient pas d'effets pervers sur l'économie.
63. Bien que le PAM considère que le problème de l'insécurité alimentaire en ville est en expansion rapide et exige davantage d'attention, la majorité de ses interventions continueront d'avoir lieu en zone rurale.

RECOMMANDATIONS

64. L'aide alimentaire fournie par le PAM dans le cadre des programmes d'urgence et de développement devrait essayer de remédier à l'insécurité alimentaire urbaine. Le PAM devrait développer son analyse des besoins alimentaires ainsi que ses efforts de programmation dans le secteur urbain, étant donné que le nombre de personnes pauvres exposées à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition y est en augmentation. La programmation urbaine sera compatible avec toutes les politiques du PAM, notamment Favoriser le développement (WFP/EB.A/99/4-A) et De la crise au redressement (WFP/EB/98/4-A). La programmation des opérations d'urgence et de développement doit viser l'insécurité alimentaire en milieu urbain.
65. Le PAM devrait établir une série de directives pour aider les bureaux de pays à améliorer leur programmation dans le contexte urbain. Ces directives s'appuieront sur les enseignements tirés du travail de programmation urbaine actuellement effectué sur le terrain par le PAM et d'autres instances.



SIGLES UTILISÉS DANS LE PRESENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international pour le développement agricole
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
OMS	Organisation mondiale de la santé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SSP	Schéma de stratégie de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VIH/SIDA	Virus de l'immunodéficience humaine/Syndrome d'immunodéficience acquise

